

## Les subsides

que le ministre ne l'a pas fait progresser non plus en passant en revue les réalisations de l'ancien gouvernement.

[Français]

Il est donc entendu que, sous le gouvernement précédent, il y avait de grands défauts dans l'administration du ministère des Postes comme cela l'était avant 1982. Alors il est évident que les boîtes vertes sont insatisfaisantes aux consommateurs. Il est évident que les pratiques du patronage qui ont eu lieu au ministère des Postes avant qu'il soit converti en Postes Canada ne sont pas satisfaisantes. Ce qu'on met en cause dans ce débat, ce n'est pas la question du dossier du gouvernement précédent, c'est la question de ce que fait le gouvernement actuel qui doit assumer ses responsabilités pour les opérations—responsabilités naturellement dans le sens parlementaire—de la Société canadienne des postes, et aussi ce que le gouvernement vise par l'application de ses politiques financières, ses politiques de compressions budgétaires, et au sujet de l'avenir de la Société canadienne des postes.

C'est à l'égard de ces contraintes que je tiens à discuter de la question et à soulever quelques points que je veux que les députés de tous les partis de cette honorable Chambre considèrent avant de tenir le vote ce soir.

[Traduction]

Je voudrais examiner brièvement l'histoire du service postal et essayer de faire comprendre à tous ce que ce service représente dans un pays comme le Canada.

Ce n'est pas la première fois que je cite les paroles du chef de l'opposition (M. Turner), mais c'est sans doute la première et la dernière fois que je les approuve. Il a déclaré, je crois, que notre pays avait été fondé pour deux raisons: premièrement, il fallait assurer la sécurité nationale et deuxièmement, assurer la distribution du courrier. A mon avis, nous devons examiner les réductions de service qu'envisage Postes Canada à la lumière de ces considérations.

Revenons un peu à l'époque de Roland Hill, le premier ministre des Postes de Grande-Bretagne. En 1840, il a offert la poste à un penny, un service national, qui a uni le pays à une fraction du coût des méthodes utilisées auparavant et vraisemblablement, des autres solutions possibles. A une époque où il en coûtait six pence pour envoyer une lettre ordinaire par la diligence reliant Londres à York, on a mis en place un système universel couvrant tout le Royaume-Uni et coûtant un penny par lettre. La livraison du courrier coûtait six fois moins environ qu'auparavant. J'aurai peut-être l'audace de rappeler à mes collègues qu'après tout, il n'y a aucun moyen de contrôler les services de messagerie privés auxquels certains voudraient confier une partie du service des Postes canadiennes.

Examinons le rôle de la Société canadienne des postes, même à l'heure actuelle, en tant qu'agent d'unité nationale.

[Français]

Comme je l'ai dit dans une question la semaine dernière, le bureau de poste, dans beaucoup de nos petites communautés, est le seul endroit où flotte le drapeau canadien, où flotte la feuille d'érable, la seule présence concrète de notre gouvernement fédéral. Et si on l'enlève, si on le donne à tel ou tel magasin, on aura rayé de cette communauté la présence fédérale qui existe actuellement.

[Traduction]

On attaque les Postes canadiennes pour un certain nombre de raisons, et je pense qu'il faut avoir la franchise de le reconnaître. Parmi les détracteurs de la Société, on retrouve certains députés qui adorent démolir les syndicats et qui jugent que le Canada s'en porterait mieux, s'il n'y avait aucun syndicat aux Postes. Ils veulent utiliser les Postes canadiennes pour anéantir le mouvement syndical en général et pour dire clairement au mouvement ouvrier qu'il vaut mieux qu'il se tienne tranquille. C'est là l'opinion d'un certain nombre de députés. Je pense que nous en avons eu un bon exemple ce matin. Je suis persuadé que tous ceux qui ont écouté le débat savent de qui je parle.

Certains d'entre nous déplorent la piètre qualité du service. Soyons francs. Des députés de tous les partis déplorent la mauvaise qualité du service, mais ce n'est certes pas dans le but de s'en prendre aux Postes canadiennes ou de placer la direction, les travailleurs et les syndiqués dans l'embarras. Nous critiquons le service médiocre simplement parce qu'il exaspère les consommateurs et nos électeurs, et parce que nous souhaitons que les lacunes du service soient corrigées le plus possible. Naturellement, lorsque n'importe quel député reçoit une plainte au sujet des lacunes du service postal, il souhaite qu'on corrige le problème.

Il y a ceux qui veulent s'en prendre aux Postes canadiennes, du fait des mauvaises relations de travail dans cette entreprise. Sans analyser de façon détaillée la situation, je tiens à dire simplement que les choses ne sont manifestement pas faciles pour la direction et pour les syndiqués, lorsqu'il y a autant de syndicats qu'aux Postes canadiennes. Il faut également se rappeler que ces syndicats n'ont pas été implantés dans la Société canadienne des postes dans le cadre d'un complot pour saboter le service postal. Ils se sont développés pour de très bonnes raisons légitimes et ce n'est pas le rôle du gouvernement d'essayer de combattre les syndicats au sein de la Société canadienne des postes, que ce soit à cause d'un sentiment antisindicaliste généralisé qui existe chez certains députés ou simplement parce qu'on voudrait replacer les choses dans un cadre plus souple.

A mon avis, nous devrions comparer les déficits et les subventions. Il faut évaluer le service que la Société canadienne des postes offre aux particuliers et aux entreprises du Canada ainsi qu'aux gouvernements aux paliers fédéral, local, municipal et même des bandes d'Indiens, en fonction des subventions ou de son déficit. Nous devrions le comparer également aux autres déficits ou subventions. Nous devrions comparer l'aide d'un milliard de dollars accordée aux banques par le gouvernement, avec les fonds alloués à Canadair sous le précédent gouvernement et, par exemple, avec l'une de mes causes préférées, le service-voyageurs de VIA Rail. Ce service est plus subventionné que celui des Postes et, comme nous le savons, il est utilisé peut-être par un centième des personnes que dessert la Société canadienne des postes.

Non, il est vrai que pour environ 10 \$ par Canadien par an, nous jouissons réellement d'un système postal qui unifie d'une manière tangible notre énorme pays, dont la superficie est plus grande que celle de l'Europe et la population moins nombreuse que celle de l'État de Californie. Si nous estimons que le plan de la Société canadienne des postes est peu réaliste et inapplicable, comme mon parti et moi-même le pensons en tous cas,